

Convention collective régionale

IDCC : 8234. – EXPLOITATIONS HORTICOLES

(Haute-Normandie)

(2 octobre 1967)

(Étendue par arrêté du 19 août 1968,
Journal officiel du 2 octobre 1968)

AVENANT N° 3 DU 30 JUIN 2017

À L'ACCORD RÉGIONAL DU 1^{ER} OCTOBRE 2009

SUR UNE PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE EN AGRICULTURE

POUR LES SALARIÉS NON CADRES

NOR : *AGRS1897094M*

IDCC : 8234

Entre :

Fédération nationale des producteurs horticulteurs et pépinières de Haute-Normandie,

D'une part, et

Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT ;

Union régionale des syndicats CFTC-Agri de Haute-Normandie ;

FGTA FO ;

SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties ont convenu de modifier les dispositions de l'article 11.2 « Taux de cotisations et répartition » de l'accord régional du 1^{er} octobre 2009.

Article 1^{er}

L'article 11.2 « Taux de cotisations et répartition » est abrogé et remplacé par :

« Article 11.2

Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global des cotisations, comprenant l'assurance des charges sociales patronales, destiné au financement des garanties définies au présent accord est de 2,26 % des rémunérations brutes versées.

Ce taux global est réparti à hauteur de 1,223 % à la charge des employeurs et 1,037 % à la charge des salariés.

La répartition des cotisations par garantie et la répartition des cotisations entre les employeurs et les salariés pour chacune des garanties sont les suivantes :

(En pourcentage.)

GARANTIES	EMPLOYEURS	SALARIÉS	TOTAL
Décès	0,270	0,240	0,510
Incapacité temporaire de travail			
– maintien de salaire *	0,397		0,397
– relais maintien de salaire		0,657	0,657
Assurance charges sociales patronales	0,137		0,137
Incapacité permanente toutes origines	0,419	0,140	0,559
Total	1,223	1,037	2,260
* garantie légale résultant de l'application des articles L. 1226-1 et D. 1226-1 du code du travail, à la charge exclusive des employeurs.			

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application au 1^{er} janvier 2018.

Article 3

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité départementale de Seine-Maritime de la DIRECCTE de Normandie.

Fait à Rouen, le 30 juin 2017.

(Suivent les signatures.)